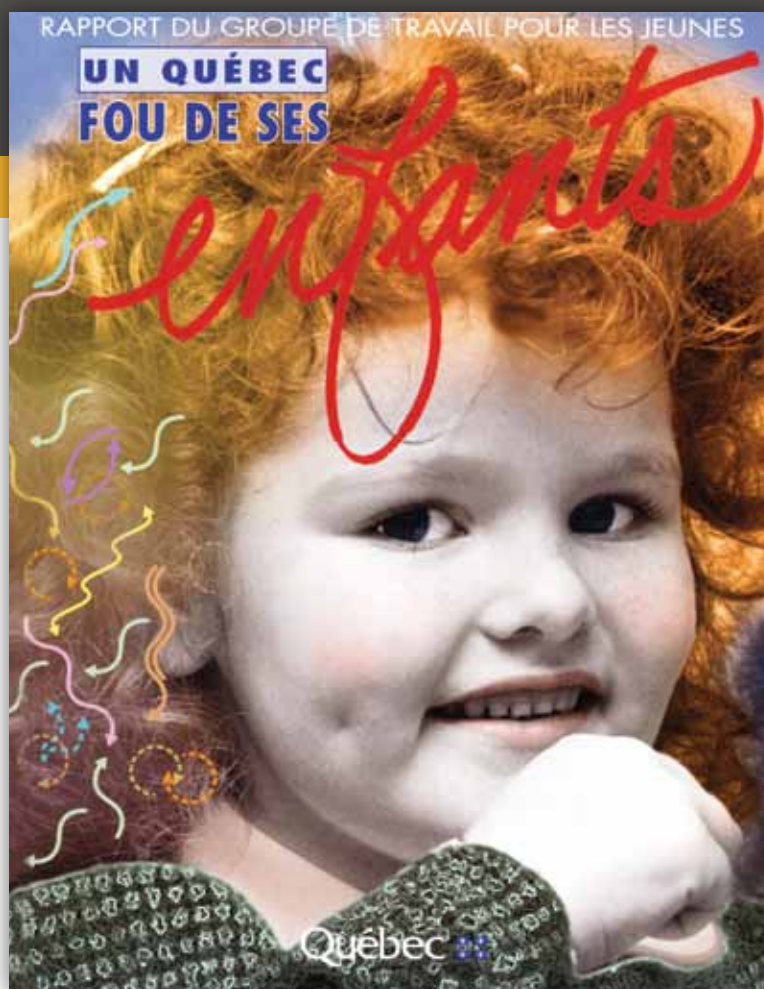


# SOMMES-NOUS ENCORE FOUS DE NOS ENFANTS ?

COMPTE-RENDU DU FORUM

*Un Québec fou de ses enfants, 20 ans et ça continue*





# SOMMES-NOUS ENCORE FOUS DE NOS ENFANTS ?

COMPTE-RENDU DU FORUM

UN QUÉBEC FOU DE SES ENFANTS, 20 ANS ET ÇA CONTINUE

---

20 ans après le dépôt du rapport *Un Québec fou de ses enfants*, le sort des enfants et des familles québécoises s'est amélioré à bien des égards. Mais tout n'est pas réglé, loin de là. Et de nouveaux défis se présentent chaque jour.

Lors du forum sur l'enfance, «Un Québec fou de ses enfants, 20 ans et ça continue», organisé par la Fondation Lucie et André Chagnon le 7 novembre 2011, chercheurs, politiciens et spécialistes internationaux de l'enfance et de la famille ont ouvert de nouvelles voies pour poursuivre le travail, et proposé de nombreuses pistes de solution. Reste maintenant à se mobiliser pour mettre en œuvre leurs recommandations.



## SOMMES-NOUS ENCORE FOUS DE NOS ENFANTS ?



### **Camil Bouchard**

*Professeur associé à l'UQAM  
Président du Groupe de travail  
pour les jeunes (1991), auteur  
du rapport Un Québec fou  
de ses enfants*

Théo ne le sait pas encore, parce qu'il vient tout juste d'arriver au monde, mais quand, dans quelques mois, il fréquentera une garderie subventionnée pour laquelle ses parents ne débourseront que 7\$ par jour, ce sera un peu beaucoup grâce à son grand-père. C'est qu'il y a tout juste vingt ans, le grand-papa de Théo, Camil Bouchard, déposait auprès du gouvernement un rapport qui a eu un impact majeur sur les politiques familiales de la province. Les recommandations énoncées ont notamment mené à la création du réseau des centres de la petite enfance (CPE).

C'est pour mesurer le chemin parcouru, mais surtout pour appréhender les nombreux défis qu'il reste à relever que la Fondation Lucie et André Chagnon a organisé, le 7 novembre dernier, un forum autour du thème « Un Québec fou de ses enfants, 20 ans et ça continue ».

« Ce rapport a marqué notre société et orienté nos actions, reconnaît le président de la Fondation, Claude Chagnon. Et il doit continuer à nous guider. »

Le Groupe de travail pour les jeunes, présidé par Camil Bouchard, est né de la volonté de sortir de la crise qui sévissait alors au sein des services de la protection de la jeunesse, débordés par des signalements de plus en plus nombreux et par la judiciarisation croissante des jeunes.

### **Son mandat ?**

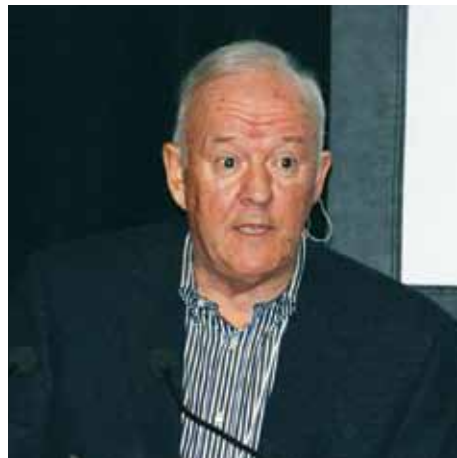
**Faire des recommandations visant à prévenir et à diminuer l'apparition de problèmes graves chez les jeunes : négligence, rejet, abandon, sous-stimulation, délinquance, décrochage scolaire, toxicomanie, suicide, etc.**

Déposé à l'hiver 1991, le Rapport Bouchard a eu l'effet d'un grand vent de fraîcheur sur tous les acteurs impliqués dans le développement des jeunes. «On s'est véritablement mis à rêver. On a même pensé un moment que la Direction de la protection de la Jeunesse (DPJ) allait disparaître, car ses services seraient devenus inutiles», se souvient en souriant Pierre Michaud, alors directeur des Services à l'enfance et à la famille, au Ministère de la Santé et des Services Sociaux (MSSS). 20 ans plus tard, la DPJ a – malheureusement – encore son utilité. Mais le vent d'optimisme porté par *Un Québec fou de ses enfants* a convaincu les décideurs d'agir et a eu des répercussions concrètes – ce qui, avouons-le, est loin d'être le cas de tous les rapports commandés par nos gouvernements.

Camil Bouchard, psychologue, ancien député et professeur associé à l'Université du Québec à Montréal, se souvient de l'exceptionnelle cohésion qui régnait au sein du Groupe de travail qu'il présidait. «Il y avait là des gens de différents horizons – des gestionnaires informés et créatifs, des intervenants expérimentés et ingénieux, des chercheurs pragmatiques et inflexibles dans la vérification des énoncés et des preuves de nos hypothèses, et quelques taupes bienveillantes du ministère. Mais nous avons tous une chose en commun : nous étions authentiquement touchés par le sort des enfants en détresse. Notre seule préoccupation était le développement et le bien-être des enfants et des jeunes.»

Écrit dans un style alerte, chapeauté d'un titre accrocheur et nourri d'une empathie sincère envers les jeunes, *Un Québec fou de ses enfants* a fait mouche : il a bénéficié d'un tirage de 32 000 exemplaires et a été diffusé aux quatre coins de la province.

Il faut dire qu'il tombait à pic : le ministre de la santé et des services sociaux, le libéral Marc-Yvan Côté, venait d'hériter de l'exigeant Rapport Rochon prônant un virage ambulatoire à 180 degrés, et des coupures drastiques dans le système de santé. Dans la foulée, une nouvelle Loi sur la santé et les services sociaux venait d'être adoptée, assortie d'une réforme majeure du système. «La santé dominait outrageusement le ministère, raconte Marc-Yvan Côté. Il fallait réhabiliter les 2 petits «s» du MSSS: services sociaux. J'étais déterminé à le faire.»



**Marc-Yvan Côté**

*Ministre de la Santé et des Services sociaux en 1991*



**Pierre Michaud**

*Directeur des services à l'enfance et à la famille en 1991 au MSSS*

## SOMMES-NOUS ENCORE FOUS DE NOS ENFANTS ?

---

Or, c'est essentiellement en misant sur des mesures sociales axées sur la promotion du bien-être et du développement des enfants, la prévention, la concertation entre les différents milieux – médical, judiciaire, éducatif, scolaire, familial – et l'implication des communautés locales que le Groupe de travail pour les jeunes entendait atteindre ses objectifs.

Ces objectifs ambitieux, qui collaient aux besoins de la population, s'articulaient autour de 53 recommandations dont deux majeures : créer un programme national de stimulation infantile et réduire de moitié la pauvreté chez les enfants de 0 à 6 ans. « La pauvreté, c'est comme une courbe dangereuse. On ne s'y casse pas nécessairement la figure, mais le nombre d'accidents recensés y est beaucoup plus élevé qu'ailleurs », pouvait-on lire dans le Rapport.

Et, Camil Bouchard n'en démord pas, c'est encore et toujours l'ennemi numéro 1. « La pauvreté a de multiples impacts. Elle agit sur le développement cognitif des petits, sur leur santé, sur leur maturité et leur persévérance scolaires, sur leurs aptitudes sociales, et, à terme, sur leur réussite professionnelle et personnelle. Quand un tout-petit la subit longuement et intensément, elle risque fort de lui coller à la peau sa vie durant. »

---

**Créer un programme national de stimulation infantile et réduire de moitié la pauvreté chez les enfants de 0 à 6 ans.**

---





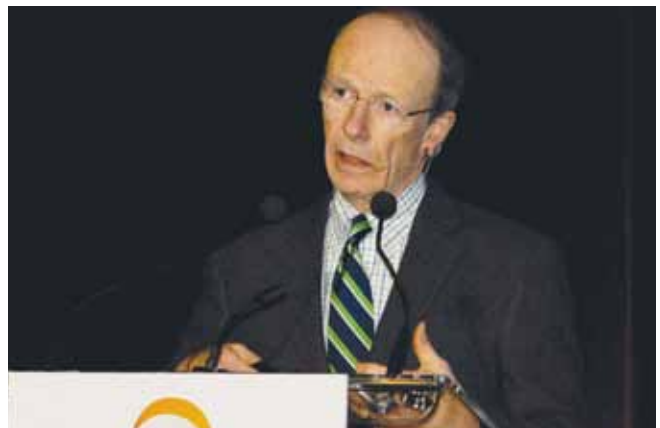
# AUJOURD'HUI, QU'EN EST-IL DE L'APPLICATION DES RECOMMANDATIONS ÉNONCÉES DANS LE RAPPORT DE 1991 ?

L'idée d'un programme national de stimulation infantile a pris la forme du désormais reconnu réseau des centres de la petite enfance (CPE), mis en place par Pauline Marois sous le gouvernement de Lucien Bouchard, en 1997. « Nous étions dans une démarche de resserrement des finances publiques, se souvient l'ancien premier ministre, mais nous n'avions pas le choix de manifester une ouverture du côté des besoins sociaux non satisfaits, particulièrement du côté des enfants et de la conciliation travail-famille. »

Dès sa mise en place, le système a connu une popularité qui ne s'est jamais démentie. À tel point qu'il a vite fallu gérer les listes d'attente et les frustrations, les 66 000 places ouvertes la première année s'avérant rapidement insuffisantes pour satisfaire tout le monde.

Aujourd'hui, plus de 200 000 enfants de 0 à 5 ans fréquentent ce réseau unique au monde dont la création a eu des répercussions majeures sur la société québécoise, en particulier parce que les mères ont massivement investi le marché du travail, comblant un réel besoin en main d'œuvre. « Il y a actuellement 75 000 femmes de plus sur le marché du travail qu'il y en aurait eu si le Québec n'avait pas mis en place ses politiques familiales, et particulièrement le réseau des CPE », a rappelé Pierre Fortin, professeur émérite de sciences économiques à l'Université du Québec à Montréal.

La pauvreté des enfants, du même coup, a connu une baisse spectaculaire, passant de près de 24%, à moins de 8%. « Les familles biparentales ont vu leur pouvoir d'achat augmenter de 30% depuis la fin des années 90, tandis que les familles monoparentales ont vu le leur s'accroître de 63% », précise Pierre Fortin.



**Pierre Fortin**  
*Professeur émérite de sciences économiques,  
Université du Québec à Montréal*

## SOMMES-NOUS ENCORE FOUS DE NOS ENFANTS ?

Plus surprenant peut-être, le programme a eu des retombées économiques que peu de monde avait envisagées. Ainsi, affirme encore l'économiste, les deux milliards investis dans les CPE chaque année entraînent un retour fiscal (par le biais des impôts payés par les parents qui travaillent) de... trois milliards de dollars!

Pas étonnant que ce programme fasse l'envie de plusieurs autres provinces canadiennes - l'Ontario, la Saskatchewan ou le Nouveau-Brunswick -, ou encore de pays comme les États-Unis ou la France. Plusieurs intervenants étrangers sont venus en parler lors du forum sur l'enfance. «L'expérience québécoise est fréquemment citée en France et j'avoue que vos politiques familiales nous remplissent un peu de jalousie. En matière de soutien à la parentalité, tous les programmes français s'inspirent du Québec», a affirmé le psychologue Thomas Saïas, de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, en France, en invitant les chercheurs québécois à nouer des partenariats avec leurs collègues d'Outre-Atlantique.

---

«L'expérience québécoise est fréquemment citée en France et j'avoue que vos politiques familiales nous remplissent un peu de jalousie.»

---

### **Thomas Saïas**

*Psychologue de l'Institut national de prévention et d'éducation pour la santé, France*







### James Garbarino

Professeur de psychologie et agrégé supérieur de recherche au Centre des droits humains des enfants à l'Université Loyola de Chicago

James Garbarino, professeur de psychologie et agrégé supérieur de recherche au Centre des droits humains des enfants à l'Université Loyola de Chicago, nous met quant à lui en garde contre la tentation d'imiter les politiques familiales de nos voisins du Sud en sabrant dans les programmes sociaux. Il rappelle au passage que les États-Unis sont un des deux seuls pays (avec la Somalie) à ne pas avoir ratifié la Convention des Nations Unies relative aux droits de l'enfant. « Quand on me demande comment rendre les écoles états-uniennes plus sécuritaires, j'ai une réponse simple : mettez les écoles sur des roues et envoyez-les au Québec! »

Le regard rétrospectif des chercheurs québécois et l'éclairage des observateurs étrangers convaincront les plus sceptiques : investir dans les politiques sociales est non seulement pertinent et efficace pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, c'est aussi rentable.

De nombreuses autres recommandations du rapport ont été adoptées au fil des ans, dont la perception automatique des pensions alimentaires, instaurée en 1995. La mise sur pied d'une caisse pour le développement des enfants vulnérables s'est, quant à elle, concrétisée en septembre 2009 sous la forme du *Fonds pour le développement des jeunes enfants* de 400 millions de dollars sur dix ans (250 millions versés par la Fondation Lucie et André Chagnon et 150 millions par le gouvernement du Québec). Depuis avril 2010, ce Fonds est administré par l'organisme à but non lucratif Avenir d'Enfants. La lutte contre la pauvreté s'est aussi éloquemment manifestée par l'adoption d'une Loi, en 2002, suite à une mobilisation sans précédent de la population et au dépôt d'une pétition de 225 000 signatures à l'Assemblée nationale du Québec. Cette loi-cadre a inspiré l'adoption par le gouvernement du Québec des programmes de Soutien aux enfants et de Prime à l'emploi, en 2005. Résultat de ces deux décennies d'efforts : le Québec s'affiche désormais comme la province canadienne dont le taux de pauvreté est le plus bas.

## SOMMES-NOUS ENCORE FOUS DE NOS ENFANTS ?

Mais tout n'est pas parfait, loin de là. Au-delà des succès et des avancées, la coordonnatrice du Programme d'analyse et de valorisation des données de l'*Étude longitudinale du développement des enfants du Québec* (ÉLDEQ), de l'Institut de la statistique du Québec, Hélène Desrosiers, a présenté des chiffres qui ont de quoi nous faire réfléchir.

## FAUT-IL LE REDIRE ?

Au Québec, 1 jeune sur 4 n'obtient pas son diplôme de secondaire dans le temps requis, 8% des enfants de moins de 9 ans ont déjà pensé sérieusement à se suicider, 22% des enfants de 13 ans présentent un niveau élevé de détresse psychologique et 6% des jeunes auraient un problème de consommation excessive de drogue ou d'alcool.

Une situation sérieuse, mais qui n'a rien d'inéluctable. Il est en effet possible de renverser la vapeur. Ainsi, la docteure Marie-France Raynault, chef du Département de santé publique et médecine préventive du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM), et directrice générale du Centre de recherche Léa-Roback sur les inégalités sociales de santé de Montréal, a fait part à l'auditoire de son expérience des pays nordiques, expériences que nous gagnerions peut-être à imiter. Ces pays affichent en effet des taux de pauvreté encore beaucoup plus faibles que les nôtres et le décrochage scolaire y est aussi plus rare. «Ce sont des pays où l'on n'a pas peur de mettre ses rêves sur la table, résume-t-elle à l'issue de sa présentation. Et nous ne devrions pas avoir peur non plus de mettre nos rêves sur la table.»



**Dr Marie-France Raynault**

*Chef du département de santé publique et médecine préventive du Centre hospitalier universitaire de Montréal (CHUM)*



**Hélène Desrosiers**

*Coordonnatrice du Programme d'analyse et de valorisation des données de l'Étude longitudinale du développement des enfants du Québec (ÉLDEQ), Institut de la statistique du Québec*

Alors, que faire pour poursuivre le rêve initié par *Un Québec fou de ses enfants*? Que faire pour que les quelque 1,5 million de jeunes Québécois puissent s'épanouir dans un monde en perpétuel changement, dans un monde où tout va vite, dans un monde où leurs parents manquent cruellement de temps et où l'endettement est devenu la norme? Comment les préparer à évoluer dans une société où le savoir et la capacité d'apprendre seront au cœur de leur réussite, dans un monde où la technologie et les nouveaux modes de communication sont en train de redessiner complètement les rapports sociaux?

Le professeur Marc Renaud, observateur de la scène internationale et des mutations économiques et sociales profondes qui s'y opèrent, s'inquiète de ce que nos jeunes ne puissent tirer correctement leur épingle du jeu. Il s'interroge notamment sur la façon d'amener nos jeunes à maîtriser plusieurs langues alors qu'ils seront appelés à transiger de plus en plus avec un monde économique ouvert, polyvalent et déstructuré. Le professeur Renaud y voit un défi à concilier à la fois la protection de la culture québécoise et l'ouverture sur le monde. Dans la même foulée, Camil Bouchard ajoute que « non seulement nos jeunes auront-ils à s'adapter à un monde qui change à une vitesse folle, mais il faut aussi se préoccuper du rôle actif qu'ils devront assumer dans la construction économique et politique de ce monde et les préparer à ce qu'ils y renforcent des valeurs d'équité, de justice et de coopération ».



**Marc Renaud**

*Professeur titulaire, détenteur de la Chaire en Politiques Publiques et Sociales, à l'Institut Universitaire de Lisbonne, Portugal*

## BREF, QUE FAIRE POUR QUE LE QUÉBEC RESTE FOU DE SES ENFANTS ?

« Le modèle québécois fonctionne. Commençons par résister à tous ceux qui prônent le rétrécissement de l'État, la réduction des transferts sociaux et des services à la population », avertit Camil Bouchard. Sabrer dans les programmes sociaux serait d'autant plus dangereux qu'il reste encore beaucoup de chemin à faire pour éradiquer la pauvreté. Ainsi, selon l'Association canadienne des banques alimentaires, 12% des Québécois de 12 à 19 ans vivaient en situation d'insécurité alimentaire en 2006. Et la pauvreté coûte cher, ont rappelé les participants au forum en répétant qu'il est toujours plus payant d'investir dans la prévention que dans les traitements ou dans les programmes de réhabilitation.

« On n'a pas les moyens d'avoir encore autant d'enfants pauvres », résume Richard Cloutier qui, en fin de journée, a mis en exergue les grands défis auquel le Québec va devoir s'attaquer dans les années à venir. En plus de la pauvreté, le professeur émérite associé à l'École de psychologie de l'Université Laval a insisté sur trois autres priorités. D'abord « entourer les mères et convaincre les pères ». En d'autres termes, il est urgent de soutenir les familles, en tenant compte des multiples transitions que connaîtront les enfants dès leur plus jeune âge et des chambardements éducatifs et technologiques auxquels ils sont soumis.

## SOMMES-NOUS ENCORE FOUS DE NOS ENFANTS ?

Ensuite, il faut favoriser un milieu éducatif de qualité au préscolaire, mais limiter le nombre d'heures passées en garderie. Une étude importante menée au Royaume-Uni<sup>1</sup> a ainsi montré que « l'augmentation des heures de garde de l'enfant au cours de ses 4,5 premières années de vie augmente la probabilité qu'il se retrouve dans la zone « à risque » de comportements extériorisés juste avant et juste après l'entrée à l'école ». Enfin, insiste le psychologue, « il est grand temps de reconnaître les vulnérabilités des garçons. Qui remplit les rues, les prisons, les bars ? Qui court six fois plus de risque de souffrir d'hyperactivité ? Les garçons. Il y a un véritable risque épidémiologique aujourd'hui associé au sexe masculin qui n'est aucunement pris en compte dans les politiques sociales. »

<sup>1</sup> NICHD SECCYD : Study of Early Child Care and Youth Development - National Institute of Child Health and Human development. Belsky, J. (2009). Effects of child care on child development : Give parents real choice. Institute for the study of Children, Families and Social Issues, Birkbeck University of London.

### « Il est grand temps de reconnaître les vulnérabilités des garçons... »



**Richard Cloutier, Ph.D., psychologue**  
Professeur émérite associé à l'École de psychologie  
Université Laval, Québec

Manque de temps chez les parents de jeunes enfants, pauvreté, nécessité de services de garde de qualité et d'un bon soutien à la famille, besoin de services aux enfants particulièrement vulnérables... Les observations des chercheurs rejoignent-elles les préoccupations de la population? Pour s'en assurer, la Fondation Lucie et André Chagnon a commandé un sondage dans lequel elle questionne les Québécois sur les actions à mettre en œuvre afin d'améliorer le sort des enfants et des familles québécoises. Il s'en dégage une préoccupation majeure quant à la difficulté de concilier famille et travail. Ainsi, près de 70% des répondants estiment que le manque de temps des parents nuit au développement et au bien-être des enfants de 0 à 5 ans.

Une opinion que partage Camil Bouchard qui aimerait que ce problème devienne la priorité du gouvernement en matière de politiques familiales.

« Les couples travaillent beaucoup; notamment parce qu'ils sont endettés jusqu'au cou. Or, ce manque de temps a des conséquences majeures sur les relations familiales, entraînant du stress, un manque de disponibilité affective et psychologique, de la fatigue, de l'irritabilité.

Tout cela nuit à une vie familiale harmonieuse. Au-delà des 52 semaines de congés parentaux, il faut trouver des moyens pour alléger l'agenda des parents, surtout quand les enfants ont moins de dix ans. »

« Alors, poursuit le chercheur, comment faire en sorte que les services de garde nous permettent de voir nos enfants dans la fulgurance de leur développement plutôt que dans la pesanteur des problèmes de gestion de temps ? »

Pour Camil Bouchard, il importe d'explorer rapidement trois avenues : une aide aux petites entreprises dans la manière de gérer le temps de travail et le temps familial de leurs employés; des congés supplémentaires à proposer aux parents d'enfants âgés de 1 à 12 ans et une politique monétaire et fiscale d'encouragement à l'épargne.

Car il serait quand même vraiment bien que, dans vingt ans, Théo puisse dire à son grand-père qu'il n'aurait pas pu avoir une plus belle enfance que chez lui, au Québec...



**Camil Bouchard**

Professeur associé à l'UQAM  
Président du Groupe de travail pour les jeunes (1991),  
auteur du rapport Un Québec fou de ses enfants

Toutes les sources citées sont disponibles à : <http://forum.fondationchagnon.org/programme>

## LES GRANDS DÉFIS POUR AIDER NOS ENFANTS À BIEN GRANDIR

- 01** | Alléger l'agenda des parents
- 02** | Encourager l'épargne chez les jeunes ménages
- 03** | Continuer à travailler à la diminution de la pauvreté
- 04** | Mettre en place des outils de mesure de développement de l'enfant dès l'âge de 2 ans
- 05** | Miser sur le développement des capacités et la stimulation des enfants vulnérables dès le plus jeune âge et soutenir les communautés qui se mobilisent autour de cet objectif
- 06** | Valoriser les « écoles lumineuses », c'est-à-dire les établissements offrant des programmes inspirants pour garder les jeunes en difficulté sur les bancs d'école
- 07** | Mettre en place des actions pour contrer la détresse psychologique des enfants
- 08** | Décloisonner les services pour mieux harmoniser les actions du ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport; le ministère de la Famille et des Aînés et le ministère de la Santé et des Services sociaux
- 09** | S'attaquer aux problèmes spécifiques des garçons.
- 10** | Préparer nos jeunes à devenir des acteurs créatifs dans un monde en mutation économique et sociale rapide





# COMPTE-RENDU EN IMAGES











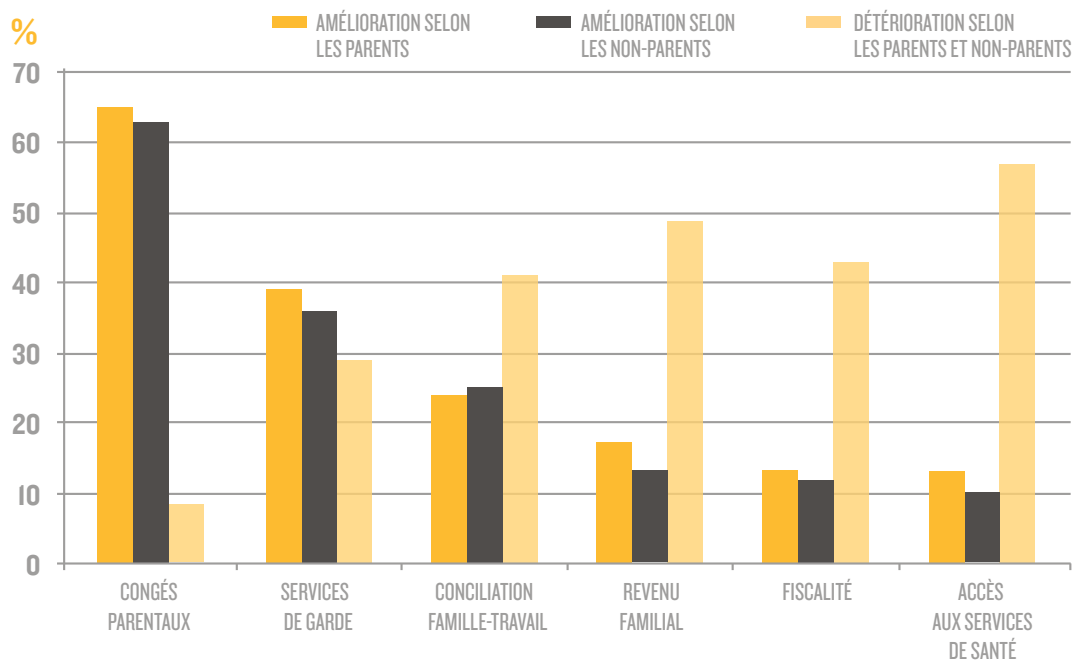
**BILAN DU  
SONDAGE**

## Quel bilan la population fait-elle des 20 dernières années quant à la situation des enfants et de leur famille ?

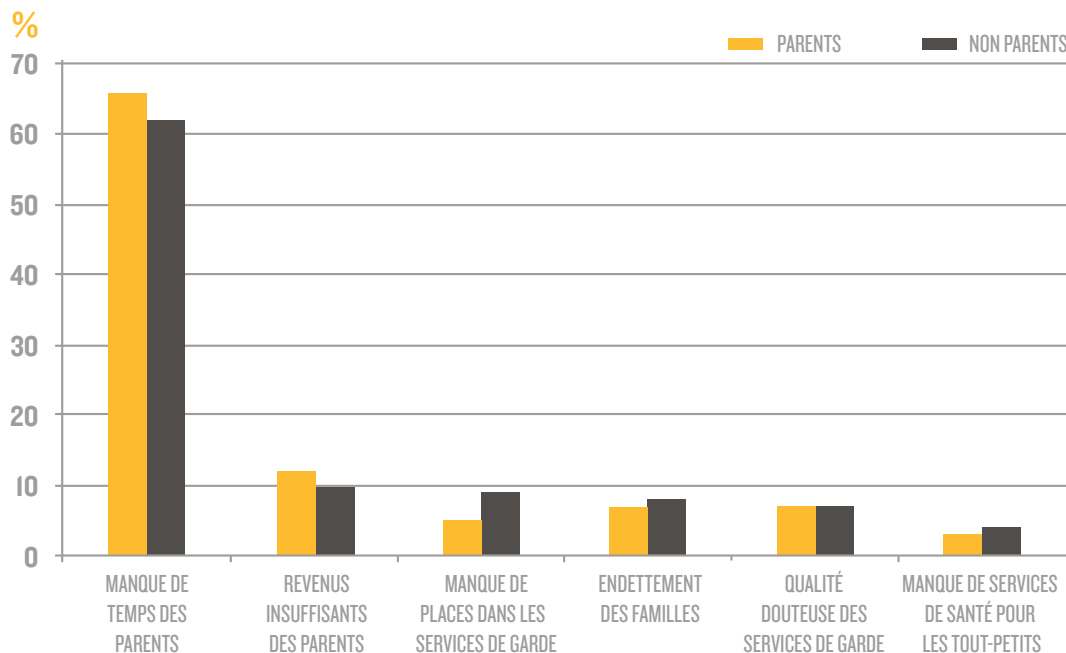
Sondage effectué par Léger Marketing

- Échantillon de 1008 adultes québécois âgés de 18 ans ou plus
- Échantillon de 1008 répondants : marge d'erreur de  $\pm 3,09$ , 19 fois sur 20.
- Du 22 au 24 septembre 2011
- Résultats pondérés afin de rendre l'échantillon représentatif de l'ensemble de la population adulte du Québec

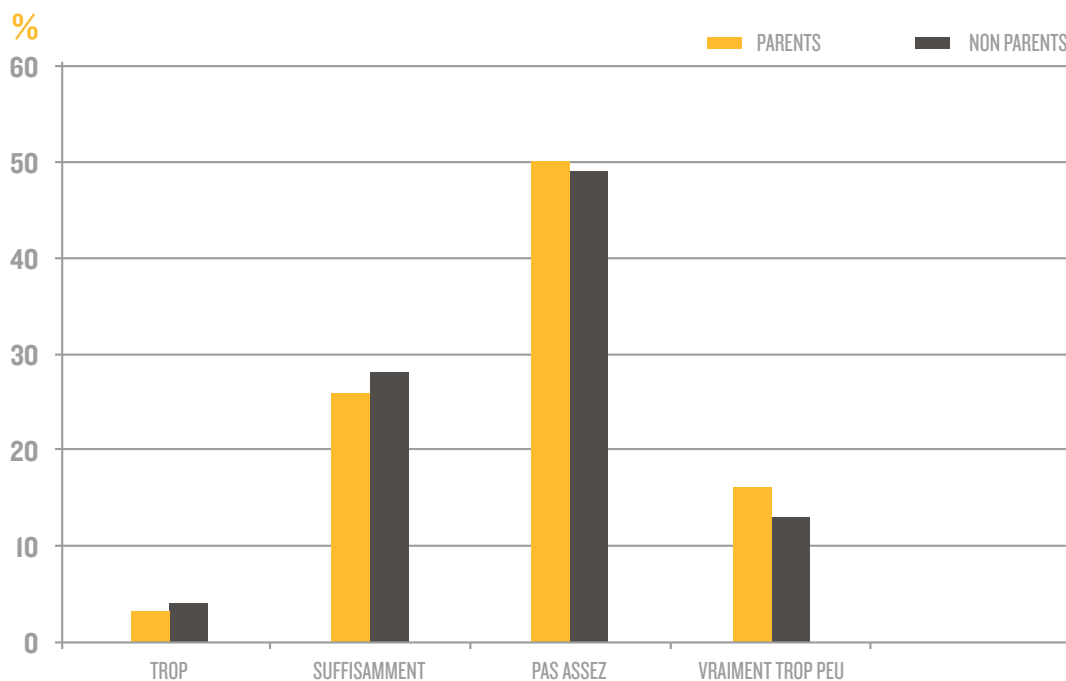
**D'après-vous, est-ce que la situation des familles québécoises avec des jeunes enfants s'est améliorée, s'est détériorée ou est restée stable durant les 20 dernières années en ce qui concerne... ?**



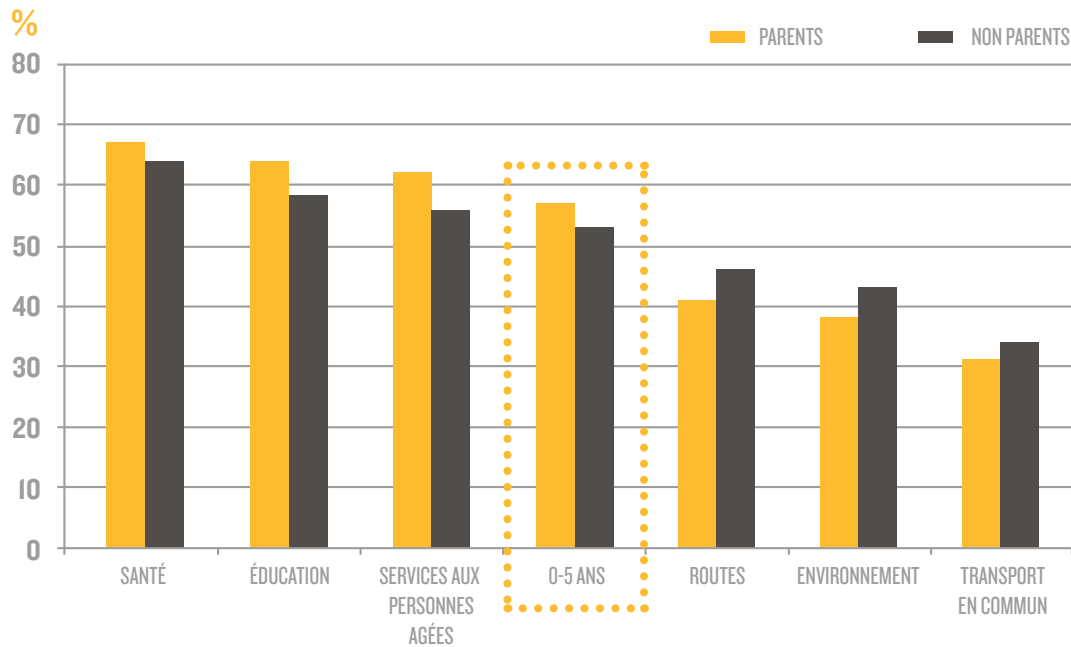
Parmi les éléments suivants qui ont un impact sur le développement et le bien-être des tout-petits (0-5 ans) et sur leur famille, indiquez celui qui vous inquiète le plus présentement au Québec ?



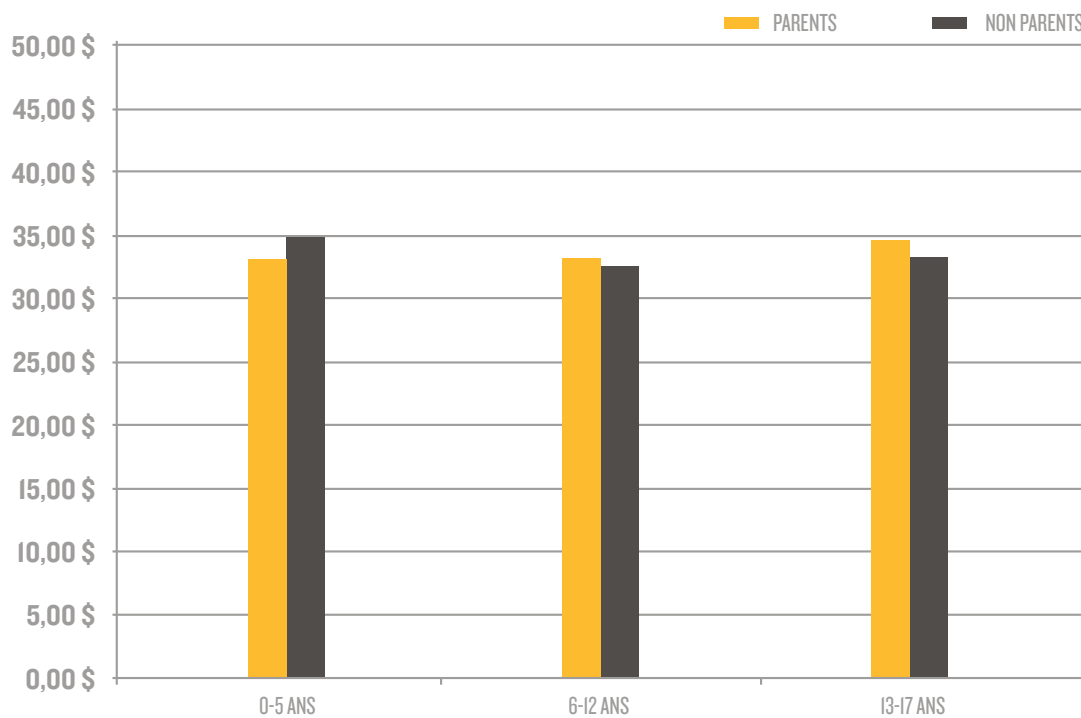
Le bien-être et le développement des tout-petits (0-5 ans) et de leur famille dépendent en partie des politiques sociales, économiques et de santé que se donnent les gouvernements. D'après vous, le gouvernement du Québec en fait-il... ?



**Personnellement, seriez-vous prêt à payer plus d'impôts afin d'améliorer... ?**



**Si vous étiez au gouvernement du Québec et aviez 100 \$ (budget fictif) à investir dans la réussite éducative de nos enfants au Québec, comment distribueriez-vous ces fonds entre les groupes d'âge suivants... ?**









2001, avenue McGill College – bureau 1000, Montréal (Québec) H3A 1G1  
Tél. : 514 380-2001 Téléc. : 514 380-8434 [www.fondationchagnon.org](http://www.fondationchagnon.org)